OSSIAM US ESG MINIMUM VARIANCE NR

PROSPECTUS

EN DATE DU 6 JUIN 2017

I CARACTERISTIQUES GENERALES

1 FORME DE L'OPCVM

DENOMINATION

OSSIAM US ESG MINIMUM VARIANCE NR

Ci-après dénommé, dans le présent document, le «FCP» ou l'«OPCVM».

FORME JURIDIQUE ET ETAT MEMBRE DANS LEQUEL L'OPCVM A ETE CONSTITUE

Fonds Commun de Placement (FCP) de droit français constitué en France.

DATE DE CREATION ET DUREE D'EXISTENCE PREVUE:

Le FCP a été créé le 14 avril 2016 pour une durée initiale de 99 ans.

DATE D'AGREMENT AMF:

Le FCP a été agréé par l'Autorité des Marchés Financiers le 18/03/2016.

SYNTHESE DE L'OFFRE DE GESTION:

Catégorie de parts	Souscripteurs concernés	Montant minimum de souscription*	Montant minimum de rachat*	Code ISIN	Affectation des sommes distribuables	Devise de libellé	Valeur Liquidative d'origine
1C (USD)	Tous souscripteurs	1 000 000 USD	1 000 000 USD	FR0013128535	Capitalisation	US Dollar	Cours de clôture, lors du jour du lancement de la part, de l'indice répliqué
1C (EUR)	Tous souscripteurs	1 000 000 EUR	1 000 000 EUR	FR0013128543	Capitalisation	Euro	172,112 euros

*Le montant minimum de souscription et de rachat ne s'applique pas aux entités du groupe Ossiam ni aux OPC dont il assure la gestion.

INDICATION DU LIEU OU L'ON PEUT SE PROCURER LE REGLEMENT, LE DERNIER RAPPORT ANNUEL ET LE DERNIER ETAT PERIODIQUE:

Ces éléments sont adressés dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur auprès de:

OSSIAM

80 avenue de la Grande Armée

75008 PARIS

E-mail : paris@ossiam.com

Ces documents sont également disponibles sur le site www.ossiam.com.

Toutes informations supplémentaires peuvent être obtenues auprès d'OSSIAM, à ces mêmes adresses ou auprès de votre conseiller habituel.

La valeur liquidative du FCP pourra également être obtenue auprès d'OSSIAM à l'adresse électronique mentionnée ci-dessus.

2 ACTEURS

SOCIETE DE GESTION

Dénomination : OSSIAM

Forme juridique : Société anonyme à directoire et conseil de surveillance agréée par l'Autorité des Marchés Financiers, ci – après « l'AMF » sous le numéro GP-10000016 en date du 29 avril 2010

Siège social: 6 Place de la Madeleine, 75008 Paris

Adresse postale : 80 Avenue de la Grande Armée, 75017 Paris

DEPOSITAIRE, CONSERVATEUR, CENTRALISATEUR DES ORDRES DE SOUSCRIPTION ET DE RACHAT ET ETABLISSEMENT EN CHARGE DE LA TENUE DES REGISTRES DES PARTS

Dénomination: CACEIS BANK FRANCE

Forme juridique : Etablissement de Crédit agréé par le C.E.C.E.I.

Siège social : 1-3, place Valhubert, 75013 Paris.

Adresse postale : 1-3, place Valhubert, 75206 Paris cedex 13.

Les fonctions de dépositaire, de conservateur des actifs de l'OPCVM sont ainsi assurées par CACEIS BANK FRANCE.

Par délégation de la Société de gestion, CACEIS Bank France est investi de la mission de gestion du passif (tenue des registres des parts) de l'OPCVM et à ce titre assure la centralisation et le traitement des ordres de souscription et de rachat des parts de l'OPCVM.

PRIME BROKER

Néant

COMMISSAIRE AUX COMPTES:

Dénomination: Deloitte & Associés

Siège social : 185, avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly sur Seine.

Signataire: Sylvain Giraud

COMMERCIALISATEURS

OSSIAM

Forme juridique : société anonyme à directoire et conseil de surveillance Agréée par l'Autorité des Marchés Financiers, ci – après « l'AMF » sous le numéro GP-10000016 en date du 29 avril 2010

Siège social: 6 Place de la Madeleine, 75008 Paris

Adresse postale : 80 Avenue de la Grande Armée, 75017 Paris

Le commercialisateur est l'établissement qui prend l'initiative de la commercialisation du FCP. La société de gestion du FCP attire l'attention des souscripteurs sur le fait que tous les commercialisateurs ne sont pas mandatés ou connus d'elle.

DELEGATAIRES

Déléataire de la gestion comptable :

Dénomination ou raison sociale : CACEIS FUND ADMINISTRATION

Siège social : 1-3, place Valhubert, 75013 Paris

Adresse postale : 1-3, place Valhubert, 75206 Paris cedex 13

Nationalité : CACEIS FUND ADMINISTRATION est une société de droit français.

L'activité principale du délégataire de gestion comptable est tant en France qu'à l'étranger, la réalisation de prestations de service concourant à la gestion d'actifs financiers notamment la valorisation et la gestion administrative et comptable de portefeuilles financiers.

La société de gestion n'a pas identifié de conflit d'intérêt susceptible de découler de ces délégations.

CONSEILLERS

Néant.

Politique en matière de conflit d'intérêt :

La société de gestion dispose et maintient des procédures organisationnelles et administratives efficaces en vue d'identifier, de gérer et de suivre les conflits d'intérêts.

La société de gestion dispose par ailleurs d'une procédure de sélection et de suivi de ses délégataires et une politique contractuelle à l'égard de ceux-ci en vue de prévenir tout conflit d'intérêt potentiel.

II MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION

1 CARACTERISTIQUES GENERALES

NATURE DU DROIT ATTACHE A LA CATEGORIE DE PARTS:

Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété proportionnel au nombre de parts possédées.

L'information sur les modifications affectant le FCP est donnée aux porteurs par tout moyen conformément aux instructions de l'AMF. La gestion du FCP, qui n'est pas doté de la personnalité morale et pour lequel ont été écartées les règles de l'indivision et des sociétés, est assurée par la société de gestion qui agit au nom des porteurs et dans leur intérêt exclusif.

INSCRIPTION A UN REGISTRE, OU PRECISION DES MODALITES DE TENUE DU PASSIF:

La tenue du passif est assurée par CACEIS BANK.

L'administration des parts est effectuée par EUROCLEAR France.

DROIT DE VOTE:

Aucun droit de vote n'est attaché aux parts. La gestion du FCP, est assurée par la société de gestion qui agit au nom des porteurs et dans leur intérêt exclusif.

FORME DES PARTS:

Au porteur

DÉCIMALISATION:

Les parts ne sont pas décimalisées.

DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE COMPTABLE:

Dernier jour de bourse du mois de décembre.

La fin du premier exercice social est le dernier jour de bourse de décembre 2016.

LIBELLE DE LA DEVISE DE COMPTABILITE:

Dollar américain (USD)

❑ **INDICATIONS SUR LE REGIME FISCAL:**

L'OPCVM n'est pas assujéti à l'impôt sur les sociétés. Les porteurs de parts peuvent supporter des impositions sur les revenus distribués ou lors de la cession des parts de l'OPCVM. Le régime fiscal applicable aux sommes distribuées par l'OPCVM ou aux plus ou moins-values latentes ainsi qu'aux plus ou moins-values réalisées par l'OPCVM dépend des dispositions fiscales applicables qui prennent en compte la situation fiscale du porteur de parts, sa résidence fiscale ainsi que la juridiction des investissements effectués par l'OPCVM. Il lui est recommandé de s'adresser à son conseiller habituel afin de prendre connaissance des modalités propres à sa situation personnelle. Nous conseillons au porteur de se renseigner à ce sujet.

2 DISPOSITIONS PARTICULIERES

❑ **CODE ISIN:**

Parts	ISIN
1C (USD)	FR0013128535
1C (EUR)	FR0013128543

❑ **CLASSIFICATION**

Actions internationales

Le FCP est un fonds indiciel.

❑ **OBJECTIF DE GESTION:**

Ossiam US ESG Minimum Variance NR a pour objectif de répliquer à la hausse comme à la baisse la performance de l'indice US ESG MINIMUM VARIANCE NR, mesurée par son cours de clôture.

L'indice US ESG Minimum Variance NR est un indice de capitalisation (dividendes nets réinvestis). Il est exprimé en dollar américain (USD).

Dans des conditions normales, l'écart de suivi mesuré sur une période d'un an est anticipé à 0,50%.

La durée de placement recommandé est de 5 ans.

❑ **INDICATEUR DE REFERENCE:**

L'indicateur de référence est l'indice US ESG Minimum Variance NR (réinvestissement des dividendes nets) libellé en dollar américain (USD) (l'«**Indice**»).

L'Indice est calculé et publié par Solactive (le «**Fournisseur d'Indice**»).

L'Indice reflète la performance d'un échantillon dynamique d'actions satisfaisant des critères ESG (l'Environnement, le Social, et la Gouvernance) parmi les plus liquides de l'indice Solactive US Large Cap (l'«**Indice de Base**»), qui reflète quant à lui la performance d'environ 500 grandes entreprises des États-Unis.

L'Indice est recomposé chaque mois, conformément aux règles et restrictions applicables à sa composition. Un filtre ESG (l'Environnement, le Social, et la Gouvernance) est appliqué aux titres de l'Indice de Base en s'appuyant sur des données ESG fournies par la société Sustainalytics (le «**Fournisseur ESG**») ou son successeur comme indiqué dans la méthodologie de l'Indice. Le filtre ESG suivant est appliqué:

- Une sélection des actions de l'Indice de Base les mieux classées au sein de chaque sous-secteur industriel (selon la classification du Fournisseur ESG): seules les actions offrant une notation ESG globale (moyenne pondérée des notations sur les différentes catégories des piliers ESG du Fournisseur ESG) correspondant aux 70% les mieux notées de chaque sous-secteur sont retenues dans la sélection;

- Les actions ayant une note de 0 sur 100 sur un des 10 critères éliminatoires parmi les environ 290 critères définis et évalués par le Fournisseur ESG sont éliminées de la sélection précédente. Les 10 critères éliminatoires sont composés par les incidents suivants : incidents opérationnels, incidents environnementaux chez les fournisseurs, incidents sur les produits et services, incidents liés aux employés, incidents sociaux chez les fournisseurs, incidents liés aux clients, incidents liés à la société et à la communauté, incidents liés à l'éthique commerciale, incidents liés à la gouvernance, et incidents liés à la politique publique;
- Les actions qui sont considérées non conformes (suite à des problèmes éthiques ou à de la corruption) par le Fournisseur ESG sont également éliminées de la sélection.

Les critères suivants par exemple sont retenus pour le calcul de la notation ESG globale:

- Critère Environnement : certification du système de management environnemental (SME), gestion des produits en fin de vie,...
- Critère Social : politique de lutte contre la discrimination, suivi des fournisseurs en matière social,...
- Critère Gouvernance : indépendance du conseil d'administration, mise en place d'une politique anti-corruption, mise en place d'une politique concernant les lanceurs d'alerte,...

La méthodologie utilisée n'empêche pas que soient sélectionnées des sociétés mal notées sur certains critères ESG.

Seules les actions correspondant aux 90% les plus liquides parmi les actions retenues, après le filtre ESG, peuvent être considérés comme des composants éligibles de l'Indice (la liquidité étant déterminée selon les volumes quotidiens moyens récemment enregistrés sur le marché primaire de l'action concernée).

Un processus d'optimisation est ensuite appliqué sur les composants éligibles de l'Indice. Ce processus prend en compte des données statistiques, comme la volatilité historique estimée des actions éligibles et leur corrélation, et cherche à minimiser la volatilité attendue de l'Indice. La composition de l'Indice issue de ce processus doit respecter les contraintes suivantes (au moment de la recomposition) :

- L'Indice doit être entièrement investi ;
- L'exposition maximale à une même action ne doit pas dépasser 4.5% de la valeur courante de l'Indice ;
- L'exposition maximale à un même secteur ne doit pas dépasser 20% de la valeur courante de l'Indice ;
- Une méthodologie propre à l'Indice doit permettre d'inclure un nombre significatif d'actions (au moins 50) dans l'Indice.

L'Indice (Code Bloomberg : ESGUSMVN Index) est calculé et publié à la clôture du marché par le Fournisseur d'Indice selon les derniers prix disponibles et la quantité de chaque composant de l'Indice. Le Fournisseur d'Indice peut ajuster la quantité de chaque composant de l'Indice suite aux opérations sur titres (fractionnement d'actions, versement de dividendes en actions, scission, émission de droits, etc.), conformément à la méthodologie standard de l'Indice de base.

Aucune commission n'est appliquée au niveau de l'Indice en cas de modification de la composition de l'Indice.

La méthodologie complète de l'Indice ainsi que des informations sur la composition et les poids des composants de l'Indice sont disponibles sur le site de la société de gestion :

www.ossiam.com

❑ **STRATEGIE D'INVESTISSEMENT**

La gestion du fonds est de type « indiciel »

A) Description des stratégies utilisées :

Afin de réaliser son objectif d'investissement, le FCP a principalement recours à la réplique physique en investissant dans la totalité ou une partie des actions incluses dans l'Indice.

Le FCP peut également faire de la réplique synthétique en investissant dans des swaps afin de suivre la performance de l'Indice. Dans cette optique, le FCP investit dans un portefeuille d'actifs dont la performance

est échangée contre celle de l'Indice, d'un indice associé ou d'un portefeuille de ses composants, par l'intermédiaire d'un contrat de swap conclu avec une contrepartie de swap. Cette méthode induit un risque de contrepartie, tel que décrit dans le Profil de risque et de rendement ci-dessous. En conséquence, la valeur liquidative par part du FCP augmente (ou diminue) en fonction des variations de l'Indice. La contrepartie de swap doit être un établissement financier de premier ordre spécialisé dans ce type d'opération. Le FCP peut conclure de multiples contrats de swap, auprès de contreparties ayant les mêmes caractéristiques susmentionnées.

Un changement de méthode de réplique peut notamment intervenir dans l'un des cas suivants :

- le nombre de contreparties de swap éligibles est trop restreint,
- la gestion du fonds est impactée négativement par des coûts ou des contraintes opérationnelles trop fortes liées à la méthode de réplique,
- la méthode de réplique courante a démontré un faible appétit voire des réticences chez les investisseurs.

Dans le cadre des deux stratégies de réplique, le FCP doit en permanence investir au moins 60% de ses actifs en actions ou droits émis par des sociétés dont le siège social est sis dans les pays de l'OCDE.

En outre, à titre accessoire, le FCP peut utiliser d'autres instruments dérivés à des fins d'ajustement de l'exposition aux actions et de couverture du risque de change. La liste des instruments dérivés autorisés est listée dans un tableau du paragraphe B.3.

La Devise de référence du FCP est le dollar américain. (USD).

B) Description des catégories d'actifs et de contrats financiers dans lesquels le FCP entend investir et leur contribution à la réalisation de l'objectif de gestion :

B.1. Actions

Le FCP peut détenir, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actions internationales cotées sur les marchés.

Le FCP sera en permanence investi à 60% au moins sur les actions ou droits émis par des sociétés dont le siège social est sis dans les pays de l'OCDE.

En cas de réplique synthétique de l'Indice, les actions sont détenues dans le cadre du contrat de swap.

En cas de réplique physique de l'Indice, les actions composant l'Indice seront directement détenues par le FCP afin de réaliser l'objectif de gestion. Les actions sont celles des 525 plus grandes capitalisations des Etats-Unis classées selon leur flottant.

B.2. Détenion d'actions ou parts d'autres OPCVM ou FIA ou fonds d'investissement

L'OPCVM peut détenir des parts ou actions d'OPCVM dans la limite de maximum 10% de son actif net.

OPCVM de droit français *	X
OPCVM de droit européen*	X
FIA de droit français répondant aux conditions de l'article R. 214-13 du Code monétaire et financier*	
FIA européens répondant aux conditions de l'article R. 214-13 du Code monétaire et financier *	
Fonds d'investissement de droit étranger répondant aux conditions de l'article R. 214-13 du Code monétaire et financier *	

**Ces OPCVM/FIA/Fonds d'investissement ne pourront détenir eux-mêmes plus de 10% de leur actif en OPCVM/ FIA /ou Fonds d'investissement.*

Les OPC détenus par l'OPCVM peuvent être gérés par la société de gestion, une société juridiquement liée, ou une société du groupe NGAM.

B.3. Instruments dérivés

La proportion d'actifs sous-jacents à un contrat d'échange sera inférieure à 100%, voire nulle dans le cas d'une pure réplique physique.

Si une méthode de réplique synthétique était mise en œuvre, le FCP pourrait avoir recours à des Total Return swaps ou swaps de performance négociés de gré à gré échangeant la performance d'un portefeuille d'actions détenu par le FCP contre la performance de l'Indice.

Dans le cadre de la réplique synthétique de la performance de l'Indicateur de Référence, la totalité des actifs détenus par le FCP seraient les sous-jacents d'un Total Return swap ou d'un swap de performance.

Ces instruments financiers seraient négociés avec les contreparties sélectionnées après une mise en concurrence préalable avec plusieurs contreparties.

En outre, à titre accessoire, le FCP peut utiliser d'autres instruments dérivés à des fins d'ajustement de l'exposition aux actions et de couverture du risque de change. La liste des instruments dérivés autorisés est listée dans le tableau ci-dessous.

L'utilisation de ces instruments vise à contribuer à la réalisation de l'objectif de gestion du FCP. Le recours à ces instruments fait ainsi partie intégrante du processus d'investissement du FCP.

TABLEAU DES INSTRUMENTS DERIVES

Nature des instruments utilisés	TYPE DE MARCHE			NATURE DES RISQUES					NATURE DES INTERVENTIONS			
	Admission sur les marchés réglementés	Marchés organisés	Marchés de gré à gré	Actions	Taux	Change	Crédit	Autre(s) risque(s)	Couverture	Exposition	Arbitrage	Autre(s) stratégie(s)
Contrats à terme (futures) sur												
Actions		x		x					x	x		
Taux												
Change												
Indices		x		x					x	x		
Options sur												
Actions												
Taux												
Change												
Indices												
Swaps												
Actions			x	x					x	x		
Taux												
² Change												
Indices			X	X					X	X		
Change à terme												
Devise(s)												
Dérivés de crédit												
Credit Default Swap (CDS)												
First Default												
First Losses Credit Default Swap												

B.3. bis Informations relatives aux contrats financiers de gré à gré

Les contreparties des instruments dérivés sont des établissements de crédit de premier rang. Elles sont sélectionnées et évaluées régulièrement. L'établissement de crédit devra avoir reçu une notation minimale de BB+ par Standard & Poor's ou Ba1 par Moody's ou une notation jugée équivalente par la société de gestion. La société de gestion mènera sa propre analyse et ne recourra pas de manière systématique à l'analyse crédit externe.

Les contreparties sont domiciliées dans les pays de l'OCDE.

Ces opérations font systématiquement l'objet de la signature d'un contrat entre l'OPCVM et la contrepartie définissant les modalités de la transaction, telles que l'éligibilité des actions à l'actif du fonds, les mécanismes de réduction du risque de contrepartie et les clauses applicables en cas de défaut.

B.4. Titres intégrant des dérivés

Néant.

Le FCP ne détient pas de titres intégrant des dérivés.

B.5. Dépôt

Néant.

Le FCP n'effectue pas de dépôts.

B.6. Liquidités

Le FCP peut détenir des liquidités à titre accessoire.

B.7. Emprunts d'espèces

Le FCP peut être emprunteur d'espèces dans la limite de 10 % de son actif et ceci uniquement de façon temporaire en cas de besoin de trésorerie.

B.8. Opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres

Néant.

Le FCP n'a pas recours aux opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres.

B.9. Garanties financières

Néant.

Aucune garantie financière ne sera octroyée ou reçue par le FCP dans le cadre de la mise en œuvre de son objectif de gestion.

☐ PROFIL DE RISQUE

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

La valeur liquidative est susceptible de connaître une variation élevée du fait des instruments financiers qui composent son portefeuille. Dans ces conditions, le capital investi pourrait ne pas être intégralement restitué y compris pour un investissement réalisé sur la durée de placement recommandée.

Ces différents risques sont susceptibles de provoquer une baisse de la valeur liquidative de l'OPCVM.

Risque action

Le Fonds est exposé à 100% à l'Indice actions US ESG MINIMUM VARIANCE NR. Le Fonds est donc exposé à 100% au risque de marché liés aux évolutions des actions composant l'indice US ESG MINIMUM VARIANCE NR. Les variations des marchés actions peuvent entraîner des variations importantes de l'actif net pouvant avoir un impact négatif sur l'évolution de la valeur liquidative du Fonds. Le degré d'exposition du Fonds au risque actions étant de 100%, la valeur liquidative du Fonds peut baisser significativement. Le Fonds présente donc un risque actions élevé.

Risque indiciel

La valeur des parts du fonds est liée à celle de l'Indice, qui peut augmenter ou diminuer. Pour cette raison, nous attirons l'attention des investisseurs sur le fait que leur placement peut prendre de la valeur ou en perdre ; il est impossible de garantir que la méthodologie sous-jacente de l'Indice produira un rendement supérieur à celui d'une stratégie d'investissement comparable ou que les investisseurs récupéreront leur placement initial.

Risque de perte en capital

Le FCP ne bénéficie d'aucune garantie ni protection. En conséquence, le capital initialement investi peut ne pas être intégralement restitué, notamment dans le cas où la performance de l'Indice serait négative sur la période d'investissement.

Risque de liquidité

Pour faire face aux ordres de souscriptions et de rachats, le FCP doit ajuster son exposition à l'Indice. Si les marchés liés à cette exposition se trouvent limités, fermés ou sujets à d'importants écarts de prix achat/vente, la valeur et la liquidité du FCP pourront être affectées.

Risque de contrepartie lié aux instruments dérivés

Afin d'atteindre son objectif de gestion, le Fonds peut conclure des contrats sur instruments dérivés. Le Fonds sera exposé au risque de contrepartie résultant de l'utilisation d'instruments dérivés conclus avec un établissement de crédit. Le fonds est donc exposé au risque que cet établissement de crédit ne puisse honorer ses engagements au titre de ces instruments. La défaillance d'une contrepartie pourra entraîner une baisse de la Valeur Liquidative du Fonds.

Par ailleurs, dans le cas d'une réplique synthétique, le FCP utilisera des Total Return swaps ou swaps de performance afin d'assurer la réplique de l'Indice. La défaillance d'une contrepartie affecterait la capacité du FCP à suivre son Indicateur de Référence jusqu'à ce que la réplique synthétique mise en défaut soit assurée par une nouvelle contrepartie ou bien qu'une réplique physique soit mise en place.

Risque de Réplication

La capacité du Fonds à répliquer la performance de l'Indice US ESG MINIMUM VARIANCE NR pourra notamment être affectée par les facteurs suivants :

- Les repondérations de l'Indice US ESG MINIMUM VARIANCE NR répliqué par le Fonds peuvent notamment entraîner des coûts de transactions/et de frottement
- L'existence de taxes de marché
- Des décalages mineurs de valorisation qui ne seraient pas de nature à entraîner une suspension du calcul de la valeur liquidative du Fonds. Ces décalages peuvent être dus à l'indisponibilité temporaire de certaines valeurs composant l'Indice ou à des circonstances exceptionnelles qui auraient pour effet de provoquer les distorsions dans les pondérations de l'Indice et notamment en cas de suspension ou d'interruption temporaire de la cotation des valeurs composant l'Indice.

Risque de change

Pour les parts du FCP non couvertes en change et libellées dans des devises autres que celle de l'Indice, la valeur liquidative de la part est affectée par les fluctuations du taux de change en vigueur entre la devise de la part et la devise de l'Indice, ce qui peut décupler la volatilité au niveau de la part.

❑ SOUSCRIPTEURS CONCERNES ET PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE

Les parts 1C (USD) et 1C (EUR) sont destinés à tout souscripteur, et sont notamment destinés aux investisseurs qui souhaitent s'exposer au marché actions des Etats-Unis.

Durée minimale de placement recommandée : 5 ans.

Les parts de ce FCP ne peuvent être offertes directement ou indirectement aux Etats-Unis d'Amérique, à/au bénéfice d'une «U.S. Person» telle que définie par la réglementation américaine adoptée par la Securities and Exchange Commission («SEC»). Le concept de «U.S. Person» est défini dans l'Internal Revenue Code (code des impôts) des États-Unis et dans la Regulation S de la Securities Act (loi sur les valeurs mobilières) des États-Unis de 1933, dans leurs versions modifiées, et inclut les catégories suivantes :

- une personne physique étant un citoyen des États-Unis ou résidant aux États-Unis, ainsi que certains anciens citoyens et résidents des États-Unis;
- une succession (i) dont l'exécuteur testamentaire ou l'administrateur est une U.S. Person ou (ii) dont les revenus sont assujettis à la fiscalité américaine d'où qu'ils proviennent;
- une société ou un partenariat de droit américain;

- tout trust (i) dont le trustee est une U.S. Person ou (ii) dont l'administration dépend principalement d'un tribunal américain et dont toutes les décisions importantes sont contrôlées par un ou plusieurs fiduciaires américains;
- toute agence ou succursale d'une entité étrangère établie aux États-Unis;
- tout compte non discrétionnaire ou similaire (autre que des biens successoraux ou un trust) détenu par un courtier ou fiduciaire pour le bénéficiaire ou le compte d'une U.S. Person;
- tout compte discrétionnaire ou similaire (autre que des biens successoraux ou un trust) détenu par un courtier ou fiduciaire organisé, constitué ou (dans le cas d'un particulier) résidant aux États-Unis;
- et toute société de type « partnership » ou « corporation » si elle est : (i) organisée ou constituée conformément aux lois d'une juridiction étrangère et (ii) constituée par une U.S. Person principalement dans le but d'investir dans des valeurs mobilières non enregistrées en vertu de la Loi de 1933, à moins qu'elle ne soit organisée, constituée et détenue par des investisseurs qualifiés (« accredited investors » au sens de la Règle 501(a) de la Loi de 1933) qui ne sont pas des personnes physiques, des successions ou des trusts.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans cet OPCVM dépend de la situation personnelle de chaque porteur. Pour le déterminer, chaque porteur devra tenir compte de son patrimoine personnel, de la réglementation qui lui est applicable, de ses besoins actuels et futurs sur l'horizon de placement recommandé mais également du niveau de risque auquel il souhaite s'exposer.

Il est fortement recommandé de diversifier suffisamment son patrimoine afin de ne pas l'exposer uniquement aux seuls risques de cet OPCVM.

☐ **MODALITES DE DETERMINATION ET D'AFFECTATION SOMMES DISTRIBUABLES ET FREQUENCE DE DISTRIBUTION**

Les parts 1C (USD) et 1C (EUR) sont des parts de capitalisation.

☐ **CARACTERISTIQUES DES PARTS:**

Parts	Code ISIN	Devise de libellé	Fractionnement des parts	Montant minimal de souscription	Montant minimal de rachat
1C (USD)	FR0013128535	US Dollar	Non	1 000 000 USD	1 000 000 USD
1C (EUR)	FR0013128543	Euro	Non	1 000 000 EUR	1 000 000 EUR

☐ **MODALITES DE SOUSCRIPTION ET DE RACHAT**

Les ordres de souscription et de rachat sont reçus auprès de CACEIS BANK FRANCE dont le siège social est 1/3 place Valhubert 75206 Paris Cedex 13.

Les demandes de souscriptions et de rachats sont centralisées chaque jour d'établissement de la valeur liquidative (J) à 16h15. Ces demandes sont exécutées sur la base de la valeur liquidative établie en J et calculée en J+1 ouvré.

Les parts ne sont pas décimalisées.

L'attention des porteurs est attirée sur le fait que les ordres transmis à des commercialisateurs autres que les établissements mentionnés ci-dessus doivent tenir compte du fait que l'heure limite de centralisation des ordres s'applique aux dits commercialisateurs vis-à-vis de CACEIS BANK FRANCE. En conséquence, ces commercialisateurs peuvent appliquer leur propre heure limite, antérieure à celle mentionnée ci-dessus, afin de tenir compte de leur délai de transmission des ordres à CACEIS Bank France.

❑ DATE ET PERIODICITE DE CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

Le calcul de la valeur liquidative s'effectue chaque jour d'ouverture des marchés d'actions de bourse de New York, à l'exception des jours fériés du calendrier d'Euronext Paris.

Les montants minimum de souscription et de rachat sont de 1 000 000 EUR pour les parts en EUR et de 1 000 000 USD pour les parts en USD lors de la souscription initiale et pour tout ordre ultérieur. Les ordres de souscriptions et de rachats se font uniquement en nombre de parts. Les ordres en montant ne sont pas acceptés. Les règlements et livraisons de ces ordres se font au plus tard 3 jours ouvrés après la date de la valeur liquidative utilisée pour l'exécution de l'ordre.

La société de gestion se réserve le droit d'accepter des ordres de montants inférieurs.

La valeur liquidative est disponible auprès :

La société de gestion :

OSSIAM

80 avenue de la Grande Armée

75017 Paris

Site internet : www.ossiam.com

❑ VALEUR LIQUIDATIVE D'ORIGINE

- Part 1C (EUR) : 172,112 euros

❑ FRAIS ET COMMISSIONS

Commissions de souscription et de rachat

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises à OPCVM servent à compenser les frais supportés par l'OPCVM pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion, au commercialisateur, etc.

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux barème
Commission de souscription non acquise à l'OPCVM	valeur liquidative X nombre de parts	3% maximum
Commission de souscription acquise à l'OPCVM	valeur liquidative X nombre de parts	1% ⁽¹⁾ maximum
Commission de rachat non acquise à l'OPCVM	valeur liquidative X Nombre de parts	3% maximum
Commission de rachat acquise à l'OPCVM	valeur liquidative X nombre de parts	1% ⁽¹⁾ maximum

- (1) Dans la limite de ce taux maximum et pour refléter les coûts d'ajustement du portefeuille, la société de gestion applique un barème de commission de souscription ou rachat acquise à l'OPCVM dégressif en fonction du montant de chaque ordre. Ce barème est publié sur le site de la société de gestion www.ossiam.com et révisable en fonction des coûts d'exécution négociés avec les contreparties.

Les frais de fonctionnement et de gestion

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc..).

Ces frais de fonctionnement et de gestion recouvrent :

- Les frais de gestion ;
- Les frais de gestion externes à la société de gestion (commissaire aux comptes, dépositaire, distribution, avocats);
- Les commissions de mouvement ;
- Les commissions de surperformance.

Frais facturés à l'OPCVM :	Assiette	Taux barème
Frais de gestion (y compris frais de gestion externe: CAC, dépositaire,...)	Actif net	0,65% TTC maximum
Commissions de mouvement	Prélèvement sur chaque transaction	Néant
Commission de surperformance	Différence positive entre l'actif valorisé et un actif de référence	Néant

Les frais ci-dessus incluent tous les frais facturés à l'OPCVM à l'exception des frais de transactions.

Information sur la rémunération générée par les opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres

Le FCP n'a pas recours aux opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres.

Description succincte de la procédure de sélection des intermédiaires

Une procédure de sélection et d'évaluation des intermédiaires prenant en compte des critères objectifs tels que la qualité de la recherche, du suivi commercial et de l'exécution a été mise en place au sein de la société de gestion. Cette procédure est disponible sur le site internet d'Ossiam à l'adresse suivante :

www.ossiam.com

Coûts et revenus du Swaps

Les coûts et revenus liés aux Total Return swaps ou swaps de performance font intégralement partie des flux échangés entre le FCP et la contrepartie au titre du contrat d'échange et reflétés dans la performance du FCP. La contrepartie du swap n'est pas nécessairement une partie liée au gestionnaire.

III INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL

❑ **DIFFUSION DES INFORMATIONS CONCERNANT L'OPCVM –MODALITES D'INFORMATION DES PORTEURS**

Communication du Prospectus et des Documents Annuels Et Périodiques

- Ces documents seront adressés aux porteurs qui en font la demande écrite auprès de:
OSSIAM
80 avenue de la Grande Armée
75017 PARIS
paris@ossiam.com

Ces documents lui seront adressés dans un délai de huit jours ouvrés.

- Ces documents sont également disponibles sur le site www.ossiam.com
- Toutes informations supplémentaires peuvent être notamment obtenues auprès des agences des Etablissements commercialisateurs.

Communication de la Valeur Liquidative

La valeur liquidative peut être obtenue auprès d'OSSIAM, des agences des Etablissements commercialisateurs et sur le site internet www.ossiam.com.

Documentation Commerciale

La documentation commerciale est mise à disposition des porteurs et souscripteurs de parts du FCP chez OSSIAM ainsi que sur le site www.ossiam.com.

Informations en Cas de Modification des Modalités de Fonctionnement du FCP

Les porteurs de parts sont informés des changements concernant le FCP selon les modalités arrêtées par l'Autorité des marchés financiers.

Cette information peut être effectuée, le cas échéant, par l'intermédiaire d'Euroclear France et des intermédiaires financiers qui lui sont affiliés.

Critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG)

Les informations sur les modalités de prise en compte des critères relatifs au respect d'objectifs sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance (ESG) sont disponibles dans les rapports annuels des OPC concernés, ainsi que sur le site internet de la société de gestion.

❑ **INFORMATIONS IMPORTANTES CONCERNANT LE FOURNISSEUR DE L'INDICE**

“L'instrument financier n'est pas financé, promu, vendu ou soutenu d'une quelconque manière par Solactive AG. Solactive AG ne fournit pas de garantie formelle ou implicite que ce soit sur les résultats obtenus en utilisant l'Indice et/ou les marques de l'Indice, ou sur le prix de l'indice à tout moment ou à tout autre égard. L'Indice est calculé et publié par Solactive AG. Solactive AG mettra tout en œuvre pour s'assurer que l'Indice est correctement calculé. Indépendamment de ses obligations vis-à-vis de l'Emetteur, Solactive AG n'a pas pour obligation de signaler les erreurs sur l'Indice aux tiers, dont sans s'y limiter, aux investisseurs et/ou les intermédiaires financiers de l'instrument financier. La publication de l'Indice par Solactive AG, l'octroi de la licence de l'Indice et la marque de l'Indice utilisé en lien avec l'instrument financier ne constituent pas une recommandation de Solactive AG d'investir du capital dans ledit instrument financier et ne représente pas d'une quelconque façon une garantie ou une opinion de Solactive AG concernant le moindre investissement dans cet instrument financier.”*

**Ceci est une traduction libre d'une clause de non-responsabilité fournie par Solactive AG en anglais. En cas de désaccord entre la version traduite et la version en anglais, la version en anglais fera foi.*

IV REGLES d'INVESTISSEMENT

Le FCP respecte les règles d'investissement édictées par le Code Monétaire et Financier et par la Directive Européenne 2009/65/CE du 13 Juillet 2009.

V RISQUE GLOBAL

La méthode de calcul du risque global utilisée par le FCP est celle du calcul de l'engagement.

VI REGLES D'EVALUATION ET DE COMPTABILISATION DES ACTIFS

A. Règles d'évaluation des actifs

La gestion comptable (incluant la valorisation du portefeuille du FCP) est assurée par CACEIS FUND ADMINISTRATION sur délégation de la société de gestion.

Le portefeuille du FCP est évalué lors de chaque valeur liquidative et à l'arrêté des comptes, en cours de clôture.

Les comptes annuels de l'OPCVM sont établis sur la base de la dernière valeur liquidative de l'exercice.

La valeur des actifs de chaque Fonds est déterminée comme suit:

- Titres et instruments du marché monétaire négociés sur des bourses et marchés réglementés: dernier cours de clôture, à moins que le FCP estime qu'un événement survenant après la publication du dernier cours de marché et avant le prochain calcul par un Fonds de sa valeur liquidative risque de fortement affecter la valeur du titre. Dans ce cas, le titre peut être évalué à sa juste valeur au moment où la gestion comptable détermine sa valeur liquidative à l'aide ou en vertu de procédures validées par le FCP.
- Titres et instruments du marché monétaire non négociés sur un marché réglementé (autres que des instruments du marché monétaire à court terme): sur la base de valorisations fournies par les principaux acteurs du marché, valorisations qui sont déterminées sur la base des conditions normales de transaction, à l'échelle institutionnelle, desdits titres à l'aide des informations de marché, des transactions de titres comparables et de diverses relations entre les titres qui sont généralement reconnues par les opérateurs institutionnels.
- Instruments du marché monétaire à court terme (échéances résiduelles inférieures à 90 jours): coût amorti (soit l'équivalent de la valeur de marché dans des conditions normales).
- Contrats à terme, options et contrats à terme de gré à gré : plus ou moins-value latente sur le contrat calculée à l'aide du prix de règlement actuel. À défaut d'utilisation du prix de règlement, les contrats à terme et contrats à terme de gré à gré sont évalués à leur juste valeur conformément aux procédures validées par le FCP, telles qu'utilisées régulièrement.
- Parts ou actions d'OPCVM : dernière valeur liquidative publiée.
- Avoirs en caisse ou dépôt, lettres de change, billets à demande, créances, dépenses prépayées, dividendes en numéraire et intérêts déclarés ou courus et pas encore reçus – montant intégral, à l'exception des cas où il est peu probable que le montant en question soit payé ou reçu dans son intégralité auquel cas ladite valeur est obtenue en appliquant une décote jugée appropriée par le FCP ou ses agents pour refléter la valeur réelle de ces actifs.

- Tous autres actifs : juste valeur de marché telle que déterminée en vertu des procédures validées par le FCP.

Le FCP peut également évaluer les titres à leur juste valeur ou estimer leur valeur conformément à des procédures validées par le FCP dans d'autres circonstances telles que lors d'événements extraordinaires survenant après la publication du dernier cours de marché mais avant le calcul par le Fonds de sa valeur liquidative.

Les effets d'une évaluation à la juste valeur, tel que décrit ci-dessus, pour des titres négociés sur des bourses et tous autres titres et instruments présentent le risque de voir ces titres et autres instruments ne pas être évalués sur la base des cotations du marché primaire sur lequel ils sont échangés. Ils risquent au contraire d'être évalués selon une autre méthode que le FCP estime plus à même de se traduire par un cours reflétant leur juste valeur. Dans le cadre de l'évaluation des titres à leur juste valeur, le FCP peut, entre autres, utiliser des outils de modélisation ou autres qui prennent en compte des facteurs tels que l'activité des marchés de titres et/ou des événements importants survenant après la publication du dernier cours de marché et avant le calcul par un Fonds de sa valeur liquidative.

Les transactions concernant la plupart des titres en portefeuille du FCP ont lieu sur différents marchés en dehors du Paris, des jours et à des heures différentes des horaires d'ouverture normales des banques françaises. Par conséquent, le calcul des valeurs liquidatives du FCP n'a pas lieu aux mêmes horaires que ceux auxquels sont déterminés les cours d'un grand nombre de ses titres en portefeuille, et la valeur du portefeuille du FCP peut évoluer les jours où le FCP est fermé et où ses parts ne peuvent être achetées ou remboursées.

La valeur d'un actif ou passif non exprimée dans la devise de référence du FCP sera convertie dans ladite devise aux taux de change WM 17h CET du jour de la valeur liquidative. À défaut d'avoir ce taux à disposition, le taux de change sera déterminé de bonne foi par ou en vertu de procédures fixées par la gestion comptable.

B. Méthodes de comptabilisation

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de coupons courus.

La valeur liquidative précédant une période non ouvrée (week-end et jours fériés) peut prendre en compte les intérêts courus de cette période. Dans la valorisation des swaps, la comptabilisation des intérêts courus dépend de la formule du financement négociée dans les contrats de swaps.

Les entrées en portefeuille sont comptabilisées à leur prix d'acquisition frais inclus et les sorties à leur prix de cession frais inclus.

C. Méthodes de calcul de la Valeur Liquidative

La valeur liquidative de chaque catégorie de part, calculée lors d'un jour de calcul de la valeur liquidative du fonds, est déterminée en divisant l'actif net attribuable à ladite catégorie de part par le nombre total de parts de cette catégorie en circulation ledit jour.

La valeur liquidative de chaque catégorie de part sera déterminée dans la devise de la catégorie de part correspondante.

La valeur liquidative de chaque catégorie de part pourra être arrondie au millième de la devise de la catégorie concernée.

VII REMUNERATIONS

La politique de rémunération est établie de façon à s'aligner sur la stratégie économique et les objectifs à long terme, les valeurs et les intérêts de la société de gestion, des fonds sous gestion et des investisseurs ; elle est compatible avec une gestion saine et efficace des risques.

Lorsque la société de gestion identifie au sein de son personnel les professionnels dont l'activité a un impact sur le profil de risque des OPCVM gérés, elle s'assure que le personnel identifié respecte la politique de rémunération.

La politique de rémunération intègre la gouvernance, une structure de rémunération équilibrée entre les composantes fixe et variable, et des règles d'alignement sur le risque et les performances à long terme. Ces règles d'alignement sont conçues pour être cohérentes avec les intérêts de la société de gestion, des OPCVM sous gestion, et des porteurs de parts et inclut des mesures afin d'éviter les conflits d'intérêt.

La société de gestion s'assure que la part de la rémunération liée à la performance puisse être différée sur une période de trois ans et conditionnée au respect de la politique de gestion des risques de la société.

De plus amples informations relatives à la politique de rémunération mise à jour de la Société de gestion, y compris une description de la manière dont la rémunération et les avantages sont calculés et octroyés, sont disponibles sur le site Internet www.ossiam.com. Un exemplaire papier gratuit est disponible sur simple demande.

OSSIAM US ESG MINIMUM VARIANCE NR

REGLEMENT

TITRE 1 - ACTIF ET PARTS

Article 1 - Parts de copropriété

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du fonds. Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du fonds est de 99 ans à compter du 14 avril 2016 sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

Les caractéristiques des différentes catégories de parts et leurs conditions d'accès sont précisées dans le prospectus du FCP.

Les différentes catégories de parts pourront :

- Bénéficiaire de régimes différents de distribution des revenus ; (distribution ou capitalisation)
- Être libellées en devises différentes ;
- Supporter des frais de gestion différents ;
- Supporter des commissions de souscriptions et de rachat différentes ;
- Avoir une valeur nominale différente ;
- Etre assorties d'une couverture systématique de risque, partielle ou totale, définie dans le prospectus. Cette couverture est assurée au moyen d'instruments financiers réduisant au minimum l'impact des opérations de couverture sur les autres catégories de parts de l'OPCVM ;
- Etre réservées à un ou plusieurs réseaux de commercialisation.

Article 2 - Montant minimal de l'actif

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif du FCP devient inférieur à 300 000 euros; lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieur à ce montant, la société de gestion prend les dispositions nécessaires afin de procéder à la liquidation de l'OPCVM concerné, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 411-16 du règlement général de l'AMF (mutation de l'OPCVM).

Article 3 - Émission et rachat des parts

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les rachats et les souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Les parts de fonds commun de placement peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport d'instruments financiers. La société de gestion a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire, sauf en cas de liquidation du fonds lorsque les porteurs de parts ont signifié leur accord pour être remboursés en titres. Ils sont réglés par le teneur de compte émetteur dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le fonds, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilé(e) à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus.

En application de l'article L. 214-8-7 du code monétaire et financier, le rachat par le FCP de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Lorsque l'actif net du FCP est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué.

Possibilité de conditions de souscription minimale, selon les modalités prévues dans le prospectus.

Article 4 - Calcul de la valeur liquidative

Le calcul de la valeur liquidative des parts est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans le prospectus.

Les apports en nature ne peuvent comporter que les titres, valeurs ou contrats admis à composer l'actif des OPCVM ; ils sont évalués conformément aux règles d'évaluation applicables au calcul de la valeur liquidative.

TITRE 2 - FONCTIONNEMENT DU FONDS

Article 5 - La société de gestion

La gestion du fonds est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour le fonds.

La société de gestion agit en toutes circonstances pour dans l'intérêt exclusif des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le fonds.

Article 5 bis - Règles de fonctionnement

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif du fonds ainsi que les règles d'investissement sont décrits dans le prospectus.

Article 5 ter - Admission à la négociation sur un marché réglementé et/ou un système multilatéral de négociation

Les parts peuvent faire l'objet d'une admission à la négociation sur un marché réglementé et/ou un système multilatéral de négociation selon la réglementation en vigueur. Dans le cas où le FCP dont les parts sont admises aux négociations sur un marché réglementé a un objectif de gestion fondé sur un indice, le fonds devra avoir mis en place un dispositif permettant de s'assurer que le cours de ses parts ne s'écarte pas sensiblement de sa valeur liquidative.

Article 6 - Le dépositaire

Le dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement par la société de gestion confiées. Il doit notamment s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion de portefeuille. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la société de gestion, il en informe l'Autorité des marchés financiers.

Article 7 - Le commissaire aux comptes

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des marchés financiers, par l'organe de gouvernance de la société de gestion.

Il certifie la régularité et la sincérité des comptes.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Le commissaire aux comptes est tenu de signaler dans les meilleurs délais à l'Autorité des marchés financiers tout fait ou toute décision concernant l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

1° A constituer une violation des dispositions législatives ou réglementaires applicables à cet organisme et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;

2° A porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;

3° A entraîner l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport en nature sous sa responsabilité.

Il contrôle la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Ses honoraires sont compris dans les frais de gestion.

Article 8 - Les comptes et le rapport de gestion

À la clôture de chaque exercice, la société de gestion établit les documents de synthèse et établit un rapport sur la gestion du fonds pendant l'exercice écoulé.

La société de gestion établit, au minimum de façon semestrielle et sous contrôle du dépositaire, l'inventaire des actifs de l'OPC.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont, soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la société de gestion.

TITRE 3 - MODALITES D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Article 9 - Modalités d'affectation des sommes distribuables

Les sommes distribuables par un OPCVM sont constituées par :

1° Le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus ;

2° Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Les sommes mentionnées aux 1° et 2° peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

La mise en paiement des sommes distribuables est effectuée dans un délai maximal de cinq mois suivant la clôture de l'exercice.

Les sommes distribuables sont capitalisées et / ou distribuées selon la politique d'affectation des sommes distribuables de chaque catégorie de parts.

TITRE 4 - FUSION - SCISSION - DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 10 - Fusion – Scission

La société de gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le fonds à un autre OPCVM, soit scinder le fonds en deux ou plusieurs autres fonds communs.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'après que les porteurs en ont été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

Article 11 - Dissolution – Prorogation

Si les actifs du fonds demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe l'Autorité des marchés financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre fonds commun de placement, à la dissolution du fonds.

La société de gestion peut dissoudre par anticipation le fonds; elle informe les porteurs de parts de sa décision et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

La société de gestion procède également à la dissolution du fonds en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsqu'aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du fonds, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion informe l'Autorité des marchés financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des marchés financiers le rapport du commissaire aux comptes.

La prorogation d'un fonds peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le fonds et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des marchés financiers.

Article 12 – Liquidation

En cas de dissolution, la société de gestion ou le dépositaire avec son accord assume les fonctions de liquidateur ; à défaut, le liquidateur est désigné en justice à la demande de toute personne intéressée. Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

TITRE 5 – CONTESTATION

Article 13 - Compétence - Élection de domicile

Toutes contestations relatives au fonds qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.